

Christophe CARESCHE

*Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la commission nationale de déontologie de la sécurité [J.O. du 18 septembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-784 du 5 juillet 2006 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives [7 novembre 2007] (n° 396)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-685 du 13 juin 2006 relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [7 décembre 2007] (n° 490)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671,

E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557, E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 avril au 5 juin 2008 (n°s E 3847, E 3848, E 3850, E 3852, E 3853, E 3855 à E 3860, E 3862 à E 3868, E 3870 à E 3873, E 3875 à E 3877 et E 3881 à E 3883) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3664, E 3694, E 3704, E 3757, E 3770 annexe 3, E 3770 annexe 4, E 3776, E 3779, E 3786, E 3794, E 3798, E 3812, E 3815, E 3819, E 3821, E 3837 à E 3839 et E 3844 [11 juin 2008] (n° 958)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Droit du travail. Discrimination à l'embauche, lutte et prévention [11 juin 2008] (p. 3268)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2111)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2146)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2111)

Droit pénal : aggravation des peines (p. 2112)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2111)

Droit pénal : peines planchers (p. 2111, 2146)
 Justice : exécution des décisions (p. 2112)
 Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2112, 2146)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2150 et s.)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2156 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Manuel Valls (rapport annuel sur l'impact des dispositions de la loi) (p. 2162)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2167)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2207)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2222)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2341)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2341)

Etat : Médiateur de la République (p. 2341)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2341)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2341)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2355 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Ses interventions (p. 12, 17)

Thèmes :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 17)

Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 12)

Ordre public : personnels : regroupement (p. 12)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 17)

Police : renseignements généraux (p. 17)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 835)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 926)

Son intervention (p. 930)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 926, 930)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 930)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 926, 930)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 926, 930)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Son intervention (p. 946)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Son intervention (p. 947)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 50 de Mme Martine Pinville (conditions d'accès au droit d'ester en justice pour les associations de lutte contre les discriminations) (p. 949)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Ses interventions (p. 950 et s.)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Son intervention (p. 952)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 51 de Mme Martine Pinville (négociations annuelles dans le cadre de l'entreprise sur des objectifs de lutte contre les discriminations) (p. 955)

Intervient sur l'adt n° 52 de Mme Martine Pinville (en l'absence d'accord collectif de branche ou d'entreprise, obligation au chef d'entreprise d'informer annuellement le comité d'entreprise de la situation sur les questions de diversité) (p. 956)

Après l'article 11

Reprend l'adt n° 67 rectifié de la commission (bilan annuel sur la diversité dressé dans les services publics

et les entreprises privées de plus de cinquante salariés) : rejeté (p. 957)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Ses interventions (p. 1805 et s.)

Article 24 (clarification de la notion d'actes des assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 1811)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 32 du Gouvernement (habilitation donnée au Gouvernement pour harmoniser par ordonnance les régimes d'accès aux données publiques) (p. 1813)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2293)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 2293)

Justice : réforme : Congrès du Parlement (p. 2293)

Parlement : Sénat : réforme (p. 2293)

Président de la République : quinquennat (p. 2293)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2425)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son intervention (p. 2445)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2451)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2455)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 261 de M. Bertrand Pancher (examen public pour les commissions spéciales prévues à l'article 43) (p. 2536)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2551)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2670)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2702)

Après l'article 28

Son amendement n° 522 (Conseil économique, social et environnemental) : adopté (p. 2708)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2712)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2719)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son amendement n° 510 : adopté (p. 2729)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)*

Son amendement n° 299 rectifié : adopté (p. 4511)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3981)

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3992)